

De telles mesures exercent des effets directs sur la prévoyance professionnelle. Si les directives concernant celle-ci sont définies dans un acte législatif devant être examiné en détail par le Parlement, il devient pratiquement impossible de réagir rapidement, au niveau de la prévoyance professionnelle, à des changements survenant en matière de droit du personnel. L'aménagement de la prévoyance professionnelle comporte par ailleurs de nombreuses dispositions d'exécution de nature technique qui doivent rester de la compétence du Conseil fédéral. Actuellement, le Parlement dispose déjà de suffisamment de possibilité en ce qui concerne les coûts de la prévoyance professionnelle. Le Conseil fédéral estime judicieux de conserver le régime actuel, c'est-à-dire qu'il établit les Statuts de la CFA et les soumet à l'approbation du Parlement en vertu de l'article 48 du Statut des fonctionnaires.

Il faut en outre prendre en considération le fait que les dispositions relatives à une caisse de retraite sont influencées dans une large mesure par des questions de détail d'ordre technique. Compte tenu de cet aspect, une réglementation au niveau du Parlement ne paraît pas non plus indiquée.

2. Un groupe de travail dirigé par un expert externe vient de rendre un rapport consacré au taux de couverture et tenant compte de la loi sur le libre passage ainsi que de la fusion avec la caisse de pensions des CFF.

Selon cette étude, le degré de couverture diminuera passagèrement à la suite de l'introduction de la loi sur le libre passage. Il augmentera toutefois de nouveau à moyen et à long terme, même en admettant une réduction de l'effectif du personnel actif. Les prévisions concernant une période de 15 ans indiquent que le degré de couverture statutaire des deux tiers pourra également être maintenu à l'avenir. Sur ce point, les statuts sont fondés sur une expertise de 1985. Economiquement parlant, il ne serait pas judicieux de relever le taux de couverture.

3. La loi sur le libre passage sera prise en compte dans la présentation figurant dans le compte spécial de la caisse de retraite. En raison des obligations financières, en particulier de celle de verser un intérêt sur leur part au découvert technique, les organisations affiliées à la CFA ainsi que les entreprises d'armement affichent un taux de couverture de 100 pour cent. Celles-ci seront désormais traitées séparément dans le bilan technique.

94.3011

**Dringliche Interpellation FK-NR
Beziehungen der Eidgenössischen
Versicherungskasse (EVK)
zu den grossen Regiebetrieben
Interpellation urgente CdF-CN
Relations de la Caisse fédérale
d'assurance (CFA) avec les grandes régies**

Wortlaut der Interpellation vom 28. Januar 1994

Am 24. November 1993 hat eine von den Finanzkommissionen eingesetzte und beauftragte Arbeitsgruppe ihren internen Bericht über die Ergebnisse ihrer vertieften Inspektion bei der EVK vorgelegt. Der Bericht der Arbeitsgruppe verweist auf verschiedene Probleme und Schwierigkeiten, die einerseits in den Beziehungen zu den PTT, andererseits in der vorgesehenen Zusammenführung mit der Pensions- und Hilfskasse der SBB (PHK) gründen.

Die Finanzkommission nimmt Kenntnis von den erreichten Fortschritten in den Beziehungen der EVK zu den PTT-Betrieben und der beschlossenen Fusion mit der PHK der SBB. Die

Finanzkommission erwartet vom Bundesrat, dass er alle nötigen Schritte in die Wege leitet, um die hängigen Probleme zu bereinigen und angemessene Lösungen namentlich hinsichtlich der Kosten und Zweckmässigkeit der Solidaritätsbeiträge sowie hinsichtlich der Zurverfügungstellung finanzieller Mittel für den Erwerb von Wohneigentum für das PTT-Personal zu finden.

Die Finanzkommission wendet sich deshalb mit folgenden Fragen an den Bundesrat:

1. Werden die aufgeführten Probleme bis Ende 1994 bereinigt und wie?
2. Für welchen Zeitpunkt wird die Fusion der PHK mit der EVK als möglich erachtet?
3. Welche Massnahmen wurden getroffen, damit die Regiebetriebe der EVK in Zukunft die notwendigen Lohndaten gebührend kompatibel zukommen lassen?
4. Welche Massnahmen wurden getroffen, damit die SBB auf ein indirektes Auszahlungsverfahren im Rentenbereich durch den Arbeitgeber verzichten und sich auf das von der EVK eingeführte System für die Renten der Bundesverwaltung und der PTT ausrichten?
5. Erachtet es der Bundesrat ebenfalls als angezeigt, Privatisierungen von Bundesaufgaben erst durchzuführen, nachdem alle juristischen, finanziellen und wettbewerbsbedingten Aspekte sowie diejenigen der sozialen Vorsorge sorgfältig erläutert und geregelt sind?

Texte de l'interpellation du 28 janvier 1994

Le 24 novembre 1993, un groupe de travail constitué et mandaté par les Commissions des finances, a rendu son rapport interne sur les résultats de son inspection approfondie de la CFA. Le rapport de ce groupe de travail fait état de divers problèmes et difficultés résultant, d'une part, des relations de la CFA avec les PTT et, d'autre part, de la fusion prévue avec la Caisse de pension et de secours des CFF (CPS).

La Commission des finances prend acte des progrès réalisés dans les relations de la CFA avec l'Entreprise des PTT et de la fusion décidée de la CPS avec la CFA. La Commission des finances attend du Conseil fédéral qu'il mette tout en oeuvre pour régler au plus vite les problèmes en suspens et pour trouver des solutions appropriées, en ce qui concerne notamment les coûts et l'opportunité des contributions de solidarité et la mise à disposition des moyens financiers destinés à l'acquisition du logement pour le personnel.

La Commission des finances pose dès lors au Conseil fédéral les questions suivantes:

1. Les problèmes évoqués ci-dessus seront-ils résolus d'ici à la fin de 1994 et comment?
2. A quel moment sera-t-il possible de réaliser la fusion de la CPS avec la CFA?
3. Quelles mesures a-t-il ordonnées pour que les régies fournissent désormais rapidement à la CFA les données salariales nécessaires dûment informatisées?
4. Quelles mesures a-t-il ordonnées pour que les CFF renoncent à la procédure de paiement indirect des rentes par l'employeur et s'alignent sur le système adopté par la CFA pour les rentiers de l'administration et des PTT?
5. Ne pense-t-il pas que les privatisations de tâches fédérales ne devront être réalisées qu'après que tous les aspects juridiques, financiers, concurrentiels et de prévoyance sociale auront été soigneusement élucidés et réglés?

Schriftliche Begründung

Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.

Développement par écrit

Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 14. März 1994 zu den Vorstössen 94.3009, 94.3010 und 94.3011

Allgemeines

Siehe Stellungnahme zu Vorstoss 94.3009 hiervor

Zu den einzelnen Fragen

1. Für die PTT wird der grösste Teil der technischen Probleme in bezug auf den Anschluss an das neue Pensionskassensystem im ersten Semester 1994 gelöst sein. Anschliessend findet eine Konsolidierung statt, die bis ins Jahr 1995 hineinreichen wird.

2. Die Fusion mit der Pensions- und Hilfskasse (PHK) der SBB zerfällt in zwei Schritte. Auf Ende 1994 werden die Berechnungen der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberbeiträge der Versicherten der SBB auf dem System der EVK berechnet. Diese Versicherten werden aber noch nicht in den Bestand der EVK überführt. Die Bundesbahnen führen nach wie vor eine eigene Rechnung für ihre Pensionskasse. Im Laufe des Jahres 1995 werden in gleicher Weise die Rentner der SBB auf das neue System bei der EVK überführt.

Der zweite Schritt besteht sodann in der rechtlichen Fusion. Die Pensionskasse der SBB wird aufgelöst und rechnungs- und bilanzmässig mit der EVK vereinigt.

3. Für die PTT kann auf die Antwort des Bundesrates zur Interpellation 94.3009 Ziffer 3 verwiesen werden. Für die SBB gilt, dass sie auf Mitte 1994 ein neues Lohnsystem eingeführt haben werden, das vom gleichen Anbieter wie das Pensionskassensystem der EVK stammt. Die Schnittstellenproblematik ist damit wesentlich entschärft worden. Für die Überführung der aktiven Bestände der Pensionskasse der SBB in die Pensionskasse des Bundes ist ebenfalls eine Arbeitsgruppe am Werk, die unter der gleichen Oberleitung steht, wie jene Arbeitsgruppen, die sich mit der Einführung des neuen Systems in der Bundesverwaltung und der PTT befassen.

4. Das bestehende Auszahlungsverfahren ist Bestandteil der vom Bundesrat 1989 im Einvernehmen mit den SBB beschlossenen Fusionsbedingungen. Zurzeit wird diese Bedingung im Rahmen der laufenden Arbeiten über die Fusion erneut geprüft.

5. Die Privatisierung von Bundesaufgaben ist eine politische Frage, die vorerst losgelöst von Fragen der sozialen Vorsorge beurteilt werden muss. Im Vordergrund muss die Frage stehen, welche Organisationsform die Erfüllung einer Aufgabe am besten gewährleisten kann. Wie die beabsichtigten Umstrukturierungen bei den PTT-Betrieben zeigen, können auch innerhalb des öffentlichen Rechts sachgerechte Strukturen und Anstellungsformen inklusive der sozialen Vorsorge gefunden werden.

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 14 mars 1994 concernant les interventions 94.3009, 94.3010 et 94.3011

Généralités

Voir rapport sur l'intervention 94.3009 ci-devant

Réponses aux différentes questions

1. Pour les PTT, la majeure partie des problèmes techniques liés au raccordement de l'entreprise au nouveau système de caisse de pensions seront résolus durant le premier semestre 1994. Suivra une phase de consolidation qui s'étendra jusqu'en 1995.

2. La fusion de la caisse de pensions des CFF avec celle de la CFA se fera en deux temps. A fin 1994, les cotisations du salarié et de l'employeur versées par les assurés CFF seront calculées sur le système de la CFA. Ces assurés ne seront toutefois pas encore intégrés dans l'effectif de cette dernière. Les CFF continuent de tenir leur propre compte pour la caisse de pensions. De la même manière, les rentiers des CFF seront transférés sur le nouveau système de la CFA dans le courant de 1995.

La deuxième étape consiste en une fusion juridique. La caisse de pensions des CFF sera dissoute et réunie avec celle de la CFA tant sur le plan du compte que du bilan.

3. Pour ce qui est des PTT, nous renvoyons au chiffre 3 de notre rapport écrit concernant l'interpellation 94.3009. Quant aux CFF, ils introduiront un nouveau système de salaire à la mi-1994, qui provient de même fournisseur que celui du système de caisse de pensions de la CFA. Les problèmes d'interface sont ainsi nettement atténués. Un groupe de travail placé sous la même haute direction que ceux qui s'occupent de

l'introduction du nouveau système dans l'administration fédérale et aux PTT se charge du passage des assurés en activité de la caisse de pensions des CFF à la caisse de pensions de la Confédération.

4. Le mode de paiement existant est partie intégrante des conditions de fusionnement décidées en 1989 par le Conseil fédéral en accord avec les CFF. Celles-ci sont actuellement réexaminées dans le cadre des travaux en cours concernant la fusion.

5. La privatisation de tâches de la Confédération est une question politique qui doit être analysée indépendamment des questions de prévoyance sociale. Ce qui est primordial, c'est de savoir quelle forme d'organisation peut le mieux assurer l'exécution d'une tâche. Les restructurations envisagées par l'Entreprise des PTT montrent en effet que l'on peut également trouver des structures appropriées et des formes d'engagement incluant la prévoyance sociale en se fondant sur le droit public.

94.3026

Dringliche Interpellation Keller Rudolf Schlamassel bei der Eidgenössischen Versicherungskasse (EVK)

**Interpellation urgente Keller Rudolf
Caisse fédérale d'assurance (CFA).
Gabegie**

Wortlaut der Interpellation vom 28. Februar 1994

Der oberste politische Chef der Eidgenössischen Versicherungskasse (EVK) hat vor den Medien erklärt, dass er für das Milliardenloch und die damit zusammenhängenden Probleme der EVK die volle Verantwortung übernehme. Mit dieser Erklärung allein ist es aber nicht getan!

Es stellen sich nun folgende Fragen an den Bundesrat:

1. Das EVK-Debakel war schon längere Zeit vorauszusehen. Weshalb hat man nicht viel früher die Notbremse gezogen? Hat hier der Bundesrat seine Aufsichtspflicht nicht in gröblichster Weise verletzt?

2. Ist Gewähr dafür gegeben, dass fürs erste sämtliche laufenden Renten überprüft und alle Rentenbezüger, so schnell das bei der grossen anfallenden Arbeitsbelastung eben möglich ist, persönlich und schriftlich über das Resultat der Rentenüberprüfung informiert werden?

3. Wie viele Jahre dürften die gesamte Ueberprüfung und die notwendigen Korrekturen der Versicherungspolizen dauern, und kann das mit dem vorhandenen Mitarbeiterstab bewältigt werden? Ist folglich die Einführung des Freizügigkeitsgesetzes und des PK-Wohneigentumsförderungsgesetzes unter den gegebenen Umständen für die EVK überhaupt einwandfrei zu bewerkstelligen?

4. Praktisch alle kompetenten Versicherungsexperten plädieren dafür, dass der Deckungsgrad der EVK längerfristig erhöht werden sollte – wie und wann gedenkt der Bundesrat diese notwendige Massnahme in die Wege zu leiten?

5. Wie gross ist der Anteil an EVK-Geldern, die als echte oder unechte Darlehen weitergegeben wurden und an wen?

6. Ist die Grössenordnung, mit der die öffentliche Hand und damit wir Steuerzahlerinnen und Steuerzahler wegen dem EVK-Debakel zusätzlich belastet werden, bereits absehbar?

7. Mit was für Massnahmen wird die Aufsicht über die EVK und die SBB-Pensionskasse verbessert?

8. Werden gegen verantwortliche Führungspersonen auch strafrechtliche Konsequenzen in Erwägung gezogen? Wenn nein, warum nicht?

9. Die SBB-Pensionskasse soll in einem noch schlechteren Zustand als die EVK sein. Ist es noch möglich, die Aufnahme dieser Kasse in die EVK zu stoppen, und was wird unternommen, um diese Kasse längerfristig zu sanieren?

Dringliche Interpellation FK-NR Beziehungen der Eidgenössischen Versicherungskasse (EVK) zu den grossen Regiebetrieben

Interpellation urgente CdF-CN Relations de la Caisse fédérale d'assurance (CFA) avec les grandes régies

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.3011
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.03.1994 - 15:00
Date	
Data	
Seite	519-520
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 825

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.